RÉVISION GLOBALE DE LA COUR MARTIALE

SOMMAIRE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

L'équipe chargée de la révision globale de la cour martiale (ERGCM) a reçu mandat du Juge-avocat général de consulter des experts quant à huit aspects du système des cours martiales dans les Forces armées canadiennes. Voici en résumé le sommaire des conclusions et recommandations de l'un d'entre eux.

PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'initiative du Juge-avocat général doit être saluée. La révision du système des cours martiales –ne concernant qu'une partie de la justice militaire – doit pouvoir permettre aux forces armées à la fois de respecter les droits de la personne, de demeurer subordonnées au pouvoir politique et de répondre aux impératifs opérationnels, afin de faire face à des circonstances exigeantes. Toute réforme doit coller à cette réalité. Toutefois, vu les enjeux, la réflexion, l'analyse et l'orientation future doivent dépasser le cadre proposé et se prolonger au sein de l'institution démocratique par excellence, le Parlement du Canada.

1-TRIBUNAUX ET COURS

- 1) Quoique similaire sur bien des aspects avec celle des cours civiles, l'indépendance judiciaire des cours martiales pourrait être rehaussée :
 - a. en instituant formellement la Cour martiale dans la loi au même titre que la Cour fédérale;
 - b. par l'établissement dans la réglementation de districts judiciaires militaires chacun correspondant aux régions du Canada (ex : Nord, Pacifique, Ouest, Central, Est, Atlantique) et un district judiciaire militaire expéditionnaire couvrant l'ensemble des déploiements opérationnels (le nombre de sous-districts opérationnels pouvant fluctuer au besoin). Pour chacun des districts, les infrastructures, la logistique et le personnel nécessaires à la tenue des procès seront déjà regroupés dans des chefs-lieux. De telle sorte qu'idéalement, seuls les juges militaires aient à se déplacer;

- c. par le rattachement des services de l'Administrateur des cours martiales (renommé « Administrateur de la Cour martiale ») comme division spécialisée du Service administratif des tribunaux judiciaires.¹
- 2) Quoiqu'essentiels pour assurer une compréhension du contexte des Forces armées canadiennes, particulièrement en matière d'infractions purement militaires, les membres des comités des cours martiales :
- a. Devraient être en nombre plus élevé que cinq;
 - b. Devrait être, en tout ou en partie, des civils dans les rares cas où les accusés sont des civils;
 - c. Devrait être choisis par une procédure qui, sans aller jusqu'à la procédure ayant cour devant les tribunaux civils, devrait permettre aux parties de poser des questions pouvant diminuer le risque de partialité de chaque membre. Cette étape devrait idéalement être présidée par un juge militaire ou alternativement par l'administrateur de la Cour martiale à condition qu'on impose au titulaire du poste d'être membre du Barreau d'une province depuis 10 ans. Par souci d'efficacité, cette procédure préliminaire pourrait se faire en utilisant tout moyen de télécommunication.²
- 3) Quoiqu'en apparence élevé en fonction du nombre de procès, le nombre de positions de juges militaires est adéquat. Toutefois, pour faire face à une hausse subite de dossiers, on pourrait réorganiser les fonctions judiciaires de la manière suivante :
- a. Élargir le bassin des personnes pouvant être inscrites au tableau des juges militaires de la réserve en abaissant les conditions requises pour inclure les personnes qui, sans être officiers dans la force de réserve, sont inscrites depuis au moins 10 ans au barreau d'une province ou juge d'une cour ayant juridiction criminelle et ont été pendant au moins 10 ans officiers dans les Forces canadiennes, peu importe le groupe professionnel militaire. Par exemple, un juge provincial en matière criminelle, ayant été officier pendant 20 ans dans les FAC, pourrait se voir attitré par le juge militaire en chef à une cause n'impliquant que des infractions du *Code criminel*, comme l'agression sexuelle ou la fraude, desquelles il est habitué de traiter de par ses fonctions judiciaires civiles;
 - b. Les juges militaires de la force de réserve seraient principalement attitrés aux causes des districts judiciaires militaires se trouvant aux pays; le juge

¹ *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*, LC 2002, ch 8.

² ORFC 112.64.

militaire en chef ne pourrait les attirer aux dossiers du district judiciaire militaire expéditionnaire qu'avec leur consentement;

- c. Le juge militaire en chef devrait obligatoirement être membre de la Force régulière;
 - d. Les dossiers seraient fixés au rôle du district judiciaire militaire d'où les accusations originaires. Dès lors qu'ils quitteraient l'unité initiale – soit par choix de l'accusé, soit par envoi direct du commandant – les dossiers apparaîtraient sur le « radar » de la Cour martiale. Le calendrier judiciaire fixerait des termes pour chacun des districts. Le juge militaire attiré à un terme pour un district donné pourrait alors gérer les dossiers, par exemple pour demander la position du Directeur des poursuites militaires pour les dossiers sous examen sans qu'il n'y ait eu de mise en accusation, pour demander la position de l'accusé après communication de la preuve, pour recevoir un plaidoyer de culpabilité et fixer pour sentence, pour fixer un procès au cas de contestation.
- 4) Quoique répondant à des préoccupations légitimes à l'origine, la procédure de réception de plaidoyer est fastidieuse. En gardant à l'esprit que le choix des accusés doit être fait de manière libre et éclairé, il serait opportun d'alléger la procédure.
- 5) Par souci de perception d'indépendance, les juges militaires ne devraient pas avoir de grade.
- 6) Pour simplifier et clarifier les dénominations de l'institution, les expressions « cour martiale permanente » et « cour martiale générale » devraient être abandonnées. On devrait plutôt parler de procès en Cour martiale, avec ou sans comité.

2-SERVICE DE POURSUITES

Il y a autant de bonnes raisons de transférer les poursuites du militaire vers le civil (comme en France), qu'il y en a de maintenir le statu quo. Comme une réforme juridique implique temps, efforts et ressources en terme de mise en œuvre, la prudence commande de ne s'engager dans la voie de la réforme que lorsqu'il est raisonnablement clair de le faire et que l'avantage coûts-bénéfices est favorable. Il est par conséquent recommandé de maintenir le système actuel.

Par ailleurs, pour améliorer ce système, il est recommandé:

- a) Afin de rehausser l'indépendance du SCPM
 - 1. Localiser physiquement le SCPM dans un édifice différent que celui du Cabinet du JAG;

2. Créer au sein du GPM avocat militaire le sous-groupe « plaideur ». Pour être « avocat-plaideur » il faut totaliser au moins 5 années, soit au SCPM, soit au SAD ou les deux;
3. Établir qu'une fois passé le cap de l'avocat confirmé au sein du Cabinet du JAG (grade de major/capc), il soit entendu qu'un avocat militaire joignant le SCPM y demeurera pour au moins 5 ans, à moins de circonstances exceptionnelles. Cela n'empêche pas d'être réaffecté d'un bureau à l'autre, d'un service à l'autre au sein du DPM;
4. Octroyer des promotions au grade de lieutenant-colonel au SCPM aux seuls avocats-plaideurs depuis 5 ans.
5. L'évaluation de la performance et du potentiel aux fins de promotion au sein du SCPM devraient se faire de manière indépendante au cabinet du JAG;
6. Conserver, dans un fichier distinct, toute communication entre le Cabinet du JAG et le DPM concernant un litige en particulier.

b) Afin de rehausser l'expertise du SCPM en litige criminel :

1. Continuer l'affectation temporaire des avocats du SCPM auprès de leurs collègues provinciaux;
2. Coordonner la formation continue des avocats du SCPM avec ceux du SAD;
3. Permettre aux avocats militaires confirmés (maj/capc) qui le désirent et ayant complété une période initiale de 5 ans de demeurer plaideurs pour le reste de leur carrière.

3-SERVICE D'AVOCATS DE LA DÉFENSE

En substance, il est recommandé de modifier le système pour remplacer le lien organisationnel entre le DSAD et le JAG par un lien entre le MDN et le DSAD, un organisme de gestion jouant le rôle d'intermédiaire. Transférer ce que fait le SAD vers un service d'aide juridique civil n'est pas recommandé. La perte d'expertise quant au contexte militaire et la perte de la faculté de pouvoir se déployer rapidement nuirait à la prestation de services juridiques pour les justiciables du *Code de discipline militaire*.

De manière plus précise, il est recommandé de prendre les mesures suivantes:

a) Afin de rehausser l'indépendance du SAD

1. Constituer un Conseil d'administration du Service d'avocats de la défense (CASAD), composé de 7 à 9 membres (membres des FAC,

membres de l'ABC, membres commission service juridique d'une province, anciens juges et avocats militaires, universitaires) à la manière du conseil d'administration d'Aide juridique Ontario.³ Le CA du SAD devient l'intermédiaire entre le DSAD et le Ministre de la Défense nationale, un protocole d'entente intervenant entre le CASAD et le MDN sur la prestation des services juridiques du SAD.

2. Créer au sein du GPM avocat militaire le sous-groupe « plaideur ». Pour être « avocat-plaideur » il faut totaliser au moins 5 années, soit au SCPM, soit au SAD ou les deux;
3. Établir qu'une fois passé le cap de l'avocat confirmé au sein du Cabinet du JAG (grade de major/capc), il soit entendu qu'un avocat militaire joignant le SAD y demeurera pour au moins 5 ans, à moins de circonstances exceptionnelles;
4. Octroyer des promotions au grade de lieutenant-colonel au SAD aux seuls avocats-plaideurs depuis 5 ans.
5. L'évaluation de la performance et du potentiel aux fins de promotion au sein du SAD devrait se faire de manière indépendante au cabinet du JAG;

b) Afin de rehausser l'expertise en litige criminel :

1. Permettre l'affectation temporaire des avocats du SAD auprès de leurs collègues provinciaux;
2. Coordonner la formation continue des avocats du SAD avec ceux du SCPM;
3. Permettre aux avocats militaires confirmés (maj/capc) qui le désirent et ayant compléter une période initiale de 5 ans de demeurer plaideurs pour le reste de leur carrière.

4-INFRACTIONS RELEVANT DU DROIT MILITAIRE

- 1) Moriarity OK – Critères du pouvoir de la poursuite militaire – Dans les ORFC plutôt que dans une politique
- 2) Réviser les infractions actuelles (Ex : mauvais traitement d'un subalterne art. 95 moins de 2 ans; voies de fait 266 a) soit d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans);

³ Aide juridique Ontario, Conseil d'administration, en ligne : www.legalaid.on.ca/fr/about/board_of_directors.asp.

3) Évaluer la possibilité de créer des infractions nouvelles :

- a) Sexual Misconduct or Inappropriate Sexual Behaviour : based on former Justice Marie Deschamps recent report⁴, any prohibited sexual conduct not otherwise covered by a sexual offence, including:
 - i. fraternization;⁵
 - ii. adverse personal relationships;⁶
 - iii. sexual harassment⁷, and;
 - iv. use of DND electronic networks or computers to communicate or access material of a sexual nature;⁸
- b) Information Technology Security Breach;⁹
- c) Drug Use;¹⁰
- d) Negligent or Unauthorized Discharge of a Weapon: where 'negligent' would be a true criminal offence established by 'a marked departure from the norm' whereas 'unauthorized' would be a strict or absolute liability offence, exposing contraveners to non-custodial sentences;¹¹
- e) Failure to Properly Maintain:
 - i. Personal Equipment;
 - ii. Quarters, or;
 - iii. Work Space;¹²

Inappropriate Dress or Deportment¹³: the first being a failure to be properly dressed according to CAF instructions¹⁴, irrespective of the behaviour, while the second is a failure to maintain proper behaviour, while wearing a uniform

⁴ Marie Deschamps, *External Review into Sexual Misconduct and Sexual Harassment in the Canadian Armed Forces*, (Ottawa: National Defence, 2015) at 46.

⁵ Canada, National Defence, Defence Administrative Orders and Directives (DAOD) 5019-1, *Personal Relationships and Fraternization*, (Ottawa: National Defence, 22 December 2004).

⁶ *Ibid.*

⁷ Canada, National Defence, Defence Administrative Orders and Directives (DAOD) 5012-1, *Harassment Prevention and Resolution*, (Ottawa: National Defence, 20 December 2000).

⁸ Canada, National Defence, Defence Administrative Orders and Directives (DAOD) 6002-2, *Acceptable Use of the Internet, Defence Intranet and Other Electronic Networks, and Computers*, (Ottawa: National Defence, 12 February 1999).

⁹ Canada, National Defence, Defence Administrative Orders and Directives (DAOD) 6003-1, *Information Technology Security Programme*, (Ottawa: National Defence, 18 April 2012).

¹⁰ QR&O, art 20.04.

¹¹ See generally *R v Brideau*, 2014 CM 1005 (CanLII).

¹² QR&O, art 108.17(1)a.

5-DISPOSITIONS LÉGISLATIVES RÉGISSANT LES PUNITIONS, LES SANCTIONS ET LES PEINES

The punishments scheme at summary trial should be revamped. Consequences that flow from reprimand and severe reprimand should be specified. The creation of additional punishments should be considered such as: restrictions of privileges, removal from the promotion list, or reduction of pay for one year or deferral for one year of the next pay increment.

6-DROIT DE LA PREUVE

Make them thinner, only those required for the better administration of military justice. Otherwise, apply the general regime as defined by *Evidence Act* and CSC decision.

7-DROITS, MOTIFS ET MÉCANISMES D'APPEL

SCPM devrait pouvoir en appeler d'une question constitutionnelle, même lorsque la personne est trouvée coupable.

Expertise de la CACM. 3 options :

- a) Réduire le tableau à ceux ayant expérience en droit militaire, criminel ou les deux
- b) Proposer une formation à l'Institut National de la magistrature
- c) Donner pouvoir à la CACM de nommer un amicus curiae en droit militaire

8-LES GROUPES PARTICULIERS ET LE SYSTÈME DE JUSTICE MILITAIRE

Une victime, fait partie des critères pour déterminer si en ville ou pas.

Un jeune contrevenant, idem.

Un délinquant autochtones, idem

Toute personne provenant d'un groupe dont les besoins spéciaux ne peuvent, dans les circonstances, être convenablement pris en compte dans le système de justice militaire.

9-AUTRES PRÉOCCUPATIONS

Les griefs – c'est de la justice militaire aussi

Le mandat du JAG – plusieurs chapeaux – conflits?

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Canada, National Defence, *A-DH-265-000/AG-001 Canadian Forces Dress Instructions*, (np: CDS, 2010), ch 2 "Policy and Appearance", sec 1 "Dress Policy" at paras 1-58.